

# SOCIÉTÉ

## INNOVATION SOCIALE

CAHIER THÉMATIQUE H · LE DEVOIR, LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 MARS 2017



Faire de la place à l'économie sociale émergente

Page H 3



Université Saint-Paul  
Une première école d'innovation sociale

Page H 6



ISTOCK

Il se dégage d'une vision plus large de l'innovation sociale le besoin d'une transition écologique, sociale et territoriale où les rapports au travail et à la consommation doivent être repensés.

5<sup>E</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL DU CRISES

## Il existe d'autres options que « l'austéritarisme »

### Faire reconnaître l'innovation sociale comme vecteur de transformation

JUAN-LUIS KLEIN

Professeur à l'UQAM et directeur du Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES)

ANNIE CAMUS

Professeure à l'UQAM et directrice adjointe du CRISES

JACQUES L. BOUCHER

Professeur associé à l'UQO et directeur adjoint du CRISES

YANICK NOISEUX

Professeur à l'Université de Montréal et membre du CRISES

La société capitaliste traverse une crise dont elle n'arrive pas à se remettre. Quelques-uns des révélateurs de cette crise sont la concentration et la répartition inégale de la richesse, qui ne cesse de s'accroître, comme le dénonce Oxfam année après année, l'érosion de la cohésion sociale, due entre autres à la « panne de l'ascenseur social » montrée par l'OCDE, et la précarité de nombreux travailleurs et travailleuses, dont plusieurs d'origine immigrante, qui, tout en ayant un emploi, restent enfermés dans la pauvreté. Les institutions existantes semblent incapables de répondre d'une manière efficace et inspirante à ces problèmes sociaux profonds, lesquels d'ailleurs risquent de se voir intensifiés par les changements technologiques introduits par le « numérique » dans les processus de production des biens et des services. Ces changements constituent ce que certains désignent comme la « quatrième révolution industrielle », nouveau mantra des stratégies de la compétitivité, dont l'objectif est de remplacer les employés par des robots.

Or, parallèlement à ces problèmes, voire à cause d'eux, le nombre des expérimentations sociales visant à y remédier s'est multiplié au cours des dernières années. À travers des expériences de financement solidaire, de sécurisation alimentaire, d'accès au logement, de création culturelle, de services aux personnes en situation précaire, d'inclusion sociale, d'entrepreneuriat collectif, de protection environnementale, de protection de personnes réfugiées et immigrantes, on voit émerger des pratiques qui renouvellent l'organisation du travail et des échanges ainsi que les conceptions du vivre ensemble. Il est possible de voir dans ces expérimentations des tentatives de reconstruction sociale même si celles-ci demeurent pour le moment marginales. Les solutions à la crise de la société existent donc, mais, comme l'a montré le penseur Boaventura de Sousa Santos, elles sont peu visibles, peu reconnues et surtout peu valorisées par les détenteurs du pouvoir économique et politique. Il est donc crucial de les repérer, de les analyser dans une perspective globale et de dégager leur motivation commune. Leur mise en commun devient nécessaire afin de construire une solution recharge à la vision néolibérale dominante des milieux décisionnels; vision qui soumet la société aux impératifs économiques, voire aux intérêts des détenteurs du pouvoir économique.

L'analyse de ces expériences sous l'angle de l'innovation sociale nous amène précisément à examiner ce qui est en train de se construire au travers de la crise, cet « alternatif » qui émerge de la pratique des acteurs sociaux. Une telle analyse favorise la construction d'une approche fédératrice permettant la reconnaissance de la nature émancipatrice de ces expériences. L'étude des initiatives ainsi que des organisa-

tions qui les mettent en œuvre amène également à s'intéresser aux possibles, aux potentiels, aux capacités sociales ou encore aux utopies susceptibles d'inspirer et d'animer de nouveaux imaginaires. Il s'agit alors de valoriser les initiatives porteuses d'espérance, de comprendre les potentialités en présence et d'inviter à l'action, à la construction d'un avenir plus juste sur les plans culturel, social, économique et environnemental.

**Vers une reconnaissance**

Dans le cadre de la multiplication et la diversification des expériences innovatrices, le défi relève donc d'abord de la reconnaissance: faire connaître et reconnaître les pratiques émer-

Ainsi, lutter pour faire reconnaître la capacité de la société civile à réinventer le monde, c'est réagir au fameux « il n'y a pas d'autre solution » si présent dans le discours ambiant des décideurs économiques et politiques. C'est aussi et peut-être surtout donner à voir des initiatives auxquelles le discours dominant donne peu d'importance parce qu'elles ne s'inscrivent pas dans sa logique économique, laquelle est essentiellement productiviste et, disons-le, destructrice. Il s'en dégage le besoin d'une transition écologique, sociale et territoriale où les rapports au travail et à la consommation doivent être repensés. C'est réimaginer des institutions et des pratiques à même d'accroître la capacité de la collectivité de favoriser le bien commun.

C'est aussi affirmer qu'une société créative et innovatrice devrait s'inscrire dans une vision large de l'innovation orientée vers le développement économique, certes, mais aussi vers la mise en œuvre d'un écosystème d'innovation où les innovations technologiques et les innovations sociales se croisent et se complètent.

Un tel écosystème devrait remettre en cause les rapports inégalitaires entre les genres, les populations et les territoires, et ce, dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens aussi bien dans leur lieu d'appartenance et dans leur milieu de travail, que dans la société en général ici et ailleurs.

**Lutter pour faire reconnaître la capacité de la société civile à réinventer le monde, c'est réagir au fameux « il n'y a pas d'autre solution » si présent dans le discours ambiant des décideurs économiques et politiques**

gentes comme valables, comme justes, et donner à voir leur capacité à transformer le monde. C'est ainsi qu'on peut passer d'une vision minimaliste de l'innovation sociale, selon laquelle les acteurs sociaux et communautaires agissent de manière à pallier « l'austéritarisme » gouvernemental et les absences provoquées par le marché, à une approche plus large orientée vers une véritable transformation sociale dans la perspective d'une sortie urgente de la crise dans laquelle nous sommes empêtrés. Une telle approche rappelle que l'économie est encadrée dans le social et que les objectifs du développement économique doivent être soumis aux impératifs sociaux et environnementaux.

5<sup>E</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL  
DU CRISES  
DES ÉMERGENCES À LA RECONNAISSANCE  
TRAJECTOIRES D'INNOVATION  
6 et 7 avril 2017  
www.crisis.uqam.ca

## SOCIÉTÉ

## La transition écologique source d'innovations

Les initiatives doivent se structurer en écosystème pour durer

La lutte contre les changements climatiques et celle contre les inégalités sociales semblent s'imbriquer d'elles-mêmes, mais elles se révèlent parfois difficiles à concilier. Une tension finalement créatrice, comme en témoignent les innovations sociales en émergence.

ÉTIENNE  
PLAMONDON EMOND  
Collaboration spéciale

Le Marché solidaire Frontenac deviendra un marché participatif à partir du 18 mai prochain. En échange de bénévolat, les personnes à faible revenu pourront obtenir de 20 à 30% de rabais sur les fruits et légumes vendus devant la station de métro Frontenac. Le Carrefour alimentaire Centre-Sud, qui pilote ce projet, s'inspire du supermarché coopératif Park Slope Food Coop, à Brooklyn, en adaptant la formule à sa structure d'organisme sans but lucratif (OSBL).

Ce virage est adopté pour désamorcer un conflit entre différentes valeurs promues par l'organisme, soit se montrer solidaire à la fois avec la population pauvre du quartier et avec les agriculteurs locaux qui ont recours à des méthodes respectueuses de l'environnement. «Même si les céleris de la Californie sont moins chers en été, on refuse d'en acheter. On veut s'approvisionner localement», explique Fabie Gauthier Carrière, coordonnatrice du Marché solidaire Frontenac. On s'est rendu compte qu'il y avait des personnes qui n'étaient pas capables d'acheter des produits au marché, parce que nos valeurs écologistes faisaient en sorte qu'on ne pouvait pas offrir des prix bas comme ceux des grands distributeurs qui font des écono-

mies d'échelle.»

René Audet, professeur titulaire, de la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM, a cosigné un article, publié en février dernier dans la revue *Sustainability*, sur ce dilemme chez les marchés alimentaires saisonniers de Montréal. «Au départ, tout le monde est pour la sécurité alimentaire», souligne-t-il. Il y a clairement une convergence avec l'agriculture écologique, l'agriculture urbaine, les circuits courts, l'idée de ramener le producteur plus près du consommateur et éliminer les intermédiaires. Il y a une sorte de fraternité de valeurs entre ces mouvements. Dans la mise en œuvre, cela se complique. C'est là qu'on voit les tensions émerger. Mais cette contrainte ne mène pas dans un cul-de-sac. «On a appelé cela les "ensions structurantes", souligne le chercheur. [Les marchés] innovent en essayant de concilier ces deux missions.»

#### Un mouvement diversifié

Selon Benoit Lévesque, professeur émérite au Département de sociologie de l'UQAM et pionnier dans le domaine de la recherche sur l'économie sociale, la transition écologique se distingue par sa diversité des mouvements sociaux traditionnels, comme celui des ouvriers ou des femmes, qui étaient constitués autour «de bases plus homogènes».

«Le principal défi, c'est qu'on est obligés d'avoir des espaces



Le Marché solidaire de Frontenac veut offrir de 20 à 30% de rabais sur les produits vendus en échange de bénévolat.

de délibération», souligne-t-il. Si vous mettez les écologistes et les personnes défavorisées chacun de leur côté, vous les opposez. Si vous les mettez autour d'une table, chacun essaie de prendre connaissance [des préoccupations de l'autre]. La société civile devient extrêmement importante. Quand vous avez une association, vous avez une table et vous devez discuter à partir de valeurs différentes. Et c'est là qu'émerge l'innovation.»

Le chercheur note aussi des désaccords sur les scénarios envisagés pour réaliser la transition écologique, de ceux qui s'en remettent à un rééquilibrage du marché autour des technologies et des énergies propres à ceux qui remettent en question la logique mar-

chande et la notion de croissance, en passant par ceux qui prônent une diversification des modèles économiques. «Ils se rapprochent dans la mesure où ils sont d'accord pour une décroissance de ce qui est toxique, du gaspillage et de l'utilisation des énergies fossiles. Cela amène plusieurs acteurs, pour des raisons et des

det, qui rédige actuellement un livre sur la variété des discours s'appropriant à leur sauce le concept de transition écologique.

#### Ne pas rester isolé

S'il constate que les initiatives surgissent «comme des champignons», Benoit Lévesque croit que la vision et l'argumentaire liés à la transition écologique permettent en revanche de lier de petits projets à de

de se structurer en «écosystème». «Si une innovation est isolée, l'effet est à peu près nul», prévient-il.

Il évoque le cas de Fondation, sur lequel une partie de ses recherches se sont attachées. Selon lui, le fonds de travailleurs de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a eu un effet structurant sur les initiatives en matière de développement durable, notamment à travers son soutien accordé à des entreprises d'économie sociale et des technologies propres. Aujourd'hui, cette «matrice d'innovation» est reconnue par le monde financier et les pouvoirs publics, souligne-t-il.

VOIR PAGE H 7: TRANSITION

#### Le relais entre la démocratie participative de la vie associative et les lieux de décision de la démocratie représentative fait actuellement défaut

argumentaires différents, à se mobiliser.» Un constat qui se rapproche de celui de M. Au-

plus grands. Le chercheur insiste sur l'importance de s'assembler, de réseauter et



## SOIRÉE D'INFORMATION DE L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

### Projet d'écoquartier au Technopôle Angus

LE 28 MARS 19H

BUREAU D'ARRONDISSEMENT ROSEMONT — LA PETITE-PATRIE  
5650, RUE D'IBERVILLE, MONTRÉAL - HALTE GARDERIE SUR PLACE

DÉVELOPPEMENT DURABLE - 400 UNITÉS ABORDABLES POUR FAMILLES - VIE DE QUARTIER - 1 500 NOUVEAUX EMPLOIS  
COMMERCES DE PROXIMITÉ - PLACES PUBLIQUES ET GRANDE RUE PIÉTONNE - ÉCONOMIE SOCIALE - ARCHITECTURE DE QUALITÉ  
CERTIFICATION LEED-ND PLATINE VISÉE

## SOCIÉTÉ

## Faire de la place à l'économie sociale émergente

Dans la civilisation post-industrielle qui est la nôtre, où l'effondrement de l'État-providence va de pair avec celui du marché de l'emploi, Alain Lipietz propose le développement d'un tiers secteur, celui de l'économie sociale et solidaire. Pourquoi? Comment?

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

Alain Lipietz est un homme politique et économiste français membre du parti écologiste Europe Écologie Les Verts. À titre de député européen, il participe entre autres à l'intergroupe du «Tiers secteur». Auteur de nombreux essais, il publie en 2009 *Face à la crise* et, en 2012, *Green Deal*. En 1999, à la demande de Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité dans le gouvernement de Lionel Jospin, il entreprend une consultation nationale auprès de 4000 responsables du secteur associatif et coopératif. Aujourd'hui, il dresse pour nous un portrait de ce qu'est l'économie sociale en France et fait une distinction marquée entre celle qui serait historique et une autre émergente.

«Toutes ces conquêtes, dès lors qu'elles existent et qu'elles remplissent des fonctions, vont s'intégrer au système»

«Le Québec est assez en avance sur l'une et l'autre. La continuité est très forte dans ce qu'on appelle l'économie sociale historique qui est l'ensemble des coopératives, des associations et des mutuelles. Une économie presque identitaire : on n'a qu'à penser aux Caisses Desjardins, qui sont une des formes de la spécificité québécoise par rapport à l'Angleterre, les provinces anglophones et les États-Unis qui l'entourent», rappelle Alain Lipietz. Selon lui, en France, historiquement, les choses se sont déroulées un peu différemment.

#### L'économie sociale historique

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la loi Le Chapelier existe encore en France. Cette loi promulguée en 1791 proscribit les organisations ouvrières : «Ne restaient plus que le marché et l'État comme lien entre les individus», lance l'économiste. Les conséquences d'une telle loi ne se font pas attendre et, dès 1800, malgré leur interdiction, on voit apparaître des ligues privées de défense. Naissent ensuite en 1820-1830, les premières mutuelles funéraires. C'est ce qu'on appelle alors l'économie sociale, «c'est quasiment son nom officiel en 1900. Il y aura même un pavillon de l'économie sociale à l'Exposition universelle de Paris». Cette économie comptera aussi d'autres composantes, notamment le patronage, qui représente les structures de politiques sociales mises en place par les dominants, qui sont le patronat ou l'Église qui, à l'époque, fait partie de l'État. «La différence avec le Québec, c'est que l'Église est considérée comme un élément de l'identité par rapport aux pays protestants et aux provinces protestantes. En France, la révolution qui s'est faite en grande partie contre l'Église aboutira en 1905 à la séparation entre l'État et cette dernière», explique Alain Lipietz. Alors, l'économie sociale, du point de vue de ses organisateurs, répond à la

dictature de l'État et du marché tout en s'émancipant de l'Église. «Les ouvriers sont tellement pauvres que la famille devient instable, l'association sert alors à prendre soin des plus vieux et des enfants», ajoute-t-il. Toute cette prolifération d'initiatives populaires entre 1830 jusqu'en 1914 invente la coopérative, la mutuelle, l'association, le syndicat, la Bourse du travail... Les ouvriers le font en marge de l'Église.

«Progressivement, toutes ces conquêtes, dès lors qu'elles existent et qu'elles remplissent des fonctions, vont s'intégrer au système», poursuit Alain Lipietz qui ajoute : «On voit alors les mutuelles devenir complémentaires de la sécurité sociale, les associations vont gérer l'appareil de soins parasanitaires. Ce qui n'a rien d'étonnant puisque, à la séparation de l'Église et de l'État, l'Église est devenue une association.»

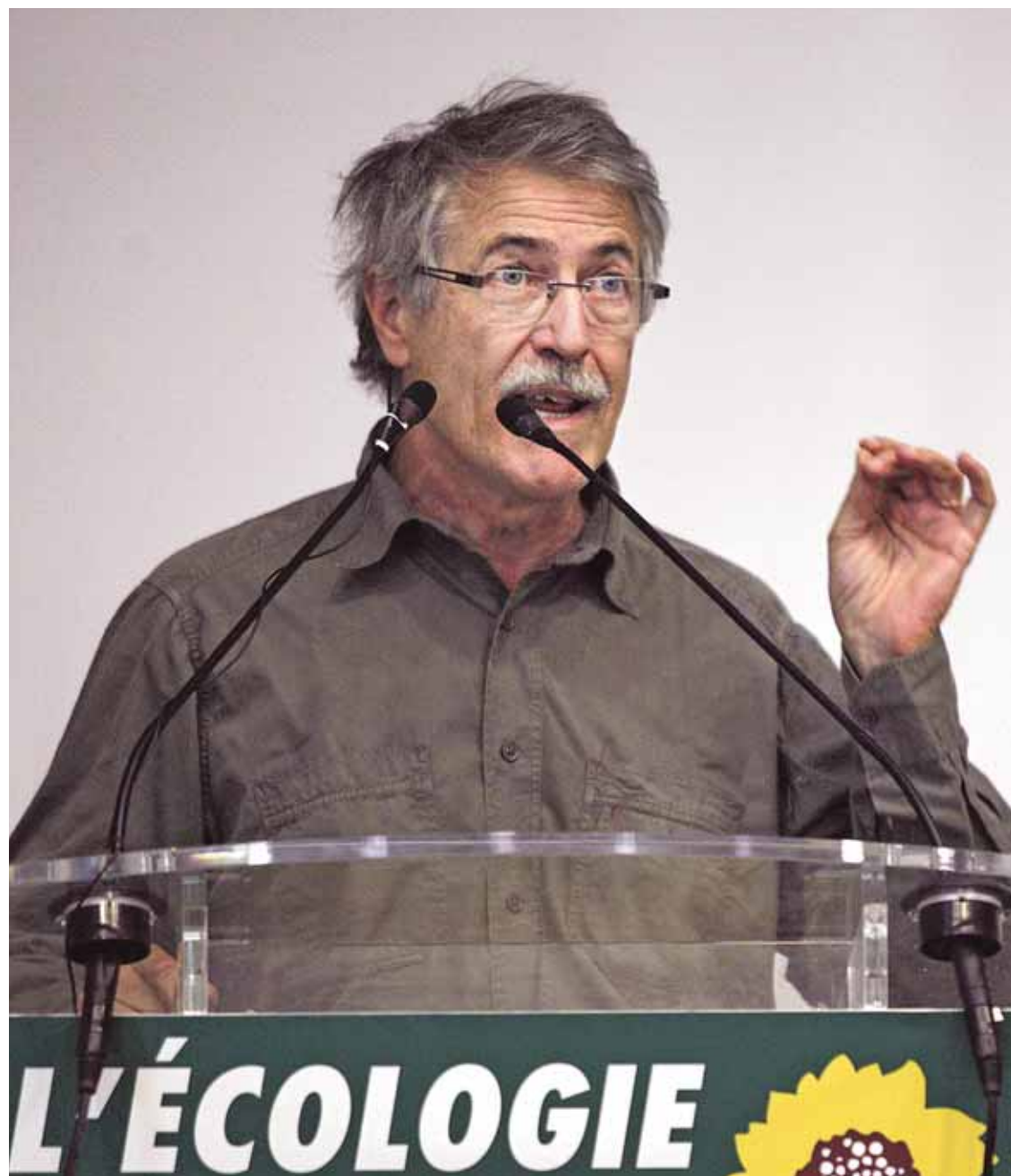
#### L'économie sociale émergente

Les années 1980 vont voir apparaître une nouvelle économie sociale : «Toute la tendance de 1900 à 1980 a été de voir se renforcer l'économie sociale comme composante de la politique publique. À partir de Thatcher et de Reagan se développe le néolibéralisme, ce qui fait qu'on commence à détruire la forme d'institutions très lourdes qu'avait prise l'économie sociale au fil du temps et on revient à une espèce de déshabillage d'individus face à l'État et face au marché», expose l'économiste. Et comme il le dit : «Alors qu'on se met à détricoter l'État-providence, on voit réapparaître tout ce que le mouvement ouvrier avait fait dans des années 1820 à 1890, c'est-à-dire qu'on réinvente les coopératives, les associations de solidarité dans les quartiers et on réinvente des mutuelles. On réinvente la roue d'une certaine façon.»

Selon Alain Lipietz apparaît alors une forme de cassure entre l'économie sociale institutionnalisée et une autre à plus petite échelle. Les conclusions de son rapport de 1999 tentent de concilier ces deux économies sociales : «Il suffit de revigorer l'économie sociale historique en faisant quelques améliorations de façon à ce que les initiatives puissent s'insérer beaucoup plus facilement dans les vieilles outres. Ce qui aboutira à une certaine banalisation, c'est-à-dire à rendre ordinaire et routinier quelque chose que les militants initiaux avaient considéré comme un incendie qui allait complètement changer la structure de notre société...» Aujourd'hui, l'économie sociale représente 10% de l'emploi en France.

«Le problème n'est pas de banaliser ce qui existe déjà, le problème c'est de ne pas empêcher ce qui naît de naître. Je sais bien qu'il y a 20 ans, les gens qui ont travaillé bénévolement à créer des associations de solidarité avec les chômeurs sont un peu agacés de voir que ces mêmes associations fonctionnent avec des salariés. Le problème n'est pas là, mais il faut que ceux qui veulent une nouvelle association à côté aient droit aux mêmes avantages et aux mêmes subventions», explique le député au sujet de la loi sur l'économie sociale et solidaire.

Si l'économie sociale s'est créée parallèlement à l'Église, elle s'est aussi conçue pour remplacer la famille. «Comme le féminisme se développe, un certain nombre de fonctions inhérentes au travail de la femme dans la société patriarcale ne sont plus exercées. Il faut bien que quelqu'un d'autre le fasse et ce sera la femme à nouveau, mais pas dans le cadre du mariage, plutôt dans celui d'une association», conclut Alain Lipietz.



L'homme politique et économiste français Alain Lipietz participera au 5<sup>e</sup> colloque international du CRISES qui se tiendra à Montréal les 6 et 7 avril.

«On a littéralement sauvé le Québec.»

Philippe Couillard  
Premier ministre du Québec

Les organismes communautaires en santé et services sociaux

TROC

Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux  
Centre-du-Québec / Mauricie  
www.troccqm.org

CAISSE.  
D'ÉCONOMIE.  
SOLIDAIRE.

L'épargne des  
15 000  
membres

finance

3 000  
entreprises  
collectives  
au Québec

Rejoignez le mouvement!

L'institution financière des entreprises collectives et des citoyens engagés pour une économie sociale et durable.

1 877 647-1527 | caissesolidaire.coop

## SOCIÉTÉ

## La stigmatisation est aussi un facteur d'inégalités

La stigmatisation est un facteur d'inégalités au même titre que la redistribution inadéquate des richesses, et la lutte contre ce fléau devrait toujours être prise en compte dans la mise en place des politiques sociales. Conclusion de l'Américano-Québécoise Michèle Lamont, professeure de sociologie et d'études africaines et afro-américaines à l'Université Harvard et présidente de l'American Sociological Association. Elle est à l'origine d'une vaste étude sur le ressenti des groupes marginalisés au regard des discriminations dont ils sont les victimes, étude publiée sous le titre *Getting Respect: Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel*. Elle sera présente à Montréal début avril à l'occasion du cinquième colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales de l'UQAM. *Le Devoir* s'est entretenu avec elle.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR HÉLÈNE  
ROULOT-GANZMANN  
Collaboration spéciale

**En quoi le respect des minorités est-il un facteur de lutte contre les discriminations, donc contre les inégalités au sein d'une société?**

La littérature sur le racisme aux États-Unis porte surtout sur la discrimination au travail, dans le logement, ou dans l'éducation. Or, la majorité des types d'incidents dont les gens nous ont parlé lors de nos entretiens était des atteintes à leur dignité, le fait d'être sous-estimés ou ignorés. C'est ce dont ils parlent le plus, on peut donc imaginer que c'est ce qui est la source du plus grand trouble chez eux. D'où cette notion de respect, de reconnaissance de la valeur de leur groupe, comme moyen de lutter contre les discriminations.

**Respect de leur valeur ou de leurs valeurs?**

Les deux. Respect de leur valeur en tant qu'être humain. Le fait d'être vu comme des gens qui font partie de la société, perçus comme ayant une valeur égale aux autres. Des personnes susceptibles d'apporter de la valeur à la société dans laquelle elles vivent. On utilise en anglais l'expression *cultural citizenship*. C'est

une extension du concept de citoyenneté qui s'étend à une notion de valeur culturelle. Il s'agit de ne pas être considéré comme un membre qui serait moralement de moindre valeur ou qui aurait une appartenance moindre. Mais comme un contributeur à part entière, aussi bien culturellement qu'économiquement.

**Comment amener le groupe majoritaire à respecter les minorités pour ce qu'elles sont?**

Les gouvernements se préoccupent surtout de régler les questions d'inégalité à partir des questions de redistribution. Dans le traitement de la pauvreté, on s'intéresse surtout à ce que les pauvres aient accès à des ressources. Souvent, en faisant cela, ils en viennent aussi à créer de la stigmatisation. La sociologie de l'inégalité devrait s'intéresser aux questions de reconnaissance tout autant que de redistribution. Il faudrait mettre un peu de côté l'approche économique et regarder de près comment les groupes sont constitués et le processus par lequel on leur accorde une valeur en tant que membre de la société.

**D'autant que ce que montre vo-**

**tre étude, c'est que tous les groupes stigmatisés n'analysent pas les discriminations dont ils sont victimes de la même manière.**

Oui. Et ils ne réagissent pas non plus à ces attaques de la même façon. Par exemple, pour les Noirs-Américains et les Palestiniens vivant en Israël, le sentiment d'appartenance au groupe est très fort, mais ils n'ont pas nécessairement les mêmes réponses face à la stigmatisation. Les Palestiniens sont tellement discriminés qu'ils n'ont aucun espoir d'améliorer leur situation. Ils préfèrent ne pas tenir compte des incidents racistes auxquels ils font face. Les Noirs-Américains ont plutôt tendance à affronter. Par ailleurs, les Noirs au Brésil vivent les incidents racistes comme ayant à voir avec le fait qu'ils sont stéréotypés comme étant pauvres. Aux États-Unis, ils affirment clairement que c'est le fait qu'ils soient Noirs en tant que tels qui les stigmatise. Les Brésiliens mettent plus l'accent sur la couleur de la peau, alors que les Américains évoquent cette couleur, leur culture, mais aussi toute une histoire née de l'esclavage. Les groupes marginalisés ne se constituent pas tous de la même façon. Et il est



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les groupes marginalisés ne se constituent pas tous de la même façon. Et il est important pour les gouvernements d'en tenir compte lorsqu'ils souhaitent mettre en place des politiques.

important pour les gouvernements d'en tenir compte lorsqu'ils souhaitent mettre en place des politiques.

**Quel type de politiques devraient-ils mettre en place?**

Celles qui permettraient systématiquement de mieux inclure ces groupes marginalisés dans les sociétés dans lesquelles ils vivent. Cela passe par des politiques sociales, mais aussi par des messages publics. On ne serait finalement pas très loin de la campagne menée par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau afin de générer une conception multiculturaliste du Canada, alors même qu'il souhaitait mettre à bas le discours biculturel ou binational du pays. Dans le contexte canadien au-

jourd'hui, on pourrait tout à fait imaginer des campagnes d'annonces publiques qui diraient à la population que les Premières Nations sont des gens qui font partie intégrante de notre communauté. Les gouvernements auraient intérêt à définir la collectivité de façon inclusive.

**Si l'on s'en tient au Canada, et même au Québec, diriez-vous que ce sont de bons élèves en la matière?**

La société québécoise, malgré le fait qu'elle a été entièrement néolibérale au cours des dernières années, demeure une province où l'économie sociale est très développée et où la politique de redistribution fait en sorte que les inégalités sont bien moindres qu'aux États-Unis par exemple. En re-

vanche, les tensions autour des questions ethno-religieuses sont prégnantes. Les différences sont-elles très bien acceptées? Je n'en suis pas si sûr. Il existe un index du multiculturalisme qui mesure plusieurs données dans différents pays, et il apparaît que le Canada est en bien meilleure posture que les États-Unis du point de vue de la reconnaissance de la diversité culturelle. Une étude récente a également montré que les Haïtiens de Montréal étaient bien mieux adaptés que ceux de Miami. Tout simplement parce que l'inclusion passe par les Églises aux États-Unis, alors qu'au Canada, c'est l'État qui s'en charge. On en revient donc toujours à l'importance de mettre en place des politiques fortes en la matière.

29 MAI AU 3 JUIN 2017

# ÉCOLE D'ÉTÉ EN INNOVATION SOCIALE

GRANDES CONFÉRENCES

**SIRMA BILGE**

CO-AUTEURE DU LIVRE "INTERSECTIONALITY"

**SYLVIA MCADAM &  
SCHEELA MCLEAN**

IDLE NO MORE

**JEAN-MARTIN AUSSANT**

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

**PARK SLOPE FOOD COOP**

BROOKLYN, NEW YORK

**GABRIEL NADEAU-DUBOIS**

5 JOURS INTENSIFS:

SÉMINAIRES, VISITES, CONFÉRENCES, RÉSEAUTAGE.



245\$ PAR PERSONNE

- INCLUANT LES DÎNERS
- HÉBERGEMENT DISPONIBLE À TARIF RÉDUIT



POSSIBILITÉ DE CRÉDITS  
UNIVERSITAIRES

CONTACTEZ-NOUS POUR LES DÉTAILS



UNIVERSITÉ SAINT-PAUL  
OTTAWA

HORAIRE & INSCRIPTION

[innovationsocialeusp.ca/ecoledete](http://innovationsocialeusp.ca/ecoledete)



ÉCOLE D'INNOVATION SOCIALE  
ÉLISABETH-BRUYÈRE



UNIVERSITÉ  
SAINT-PAUL  
UNIVERSITY

## SOCIÉTÉ

TERRITOIRES INNOVANTS EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

## Mise à mal, l'innovation sociale rebondit

Les forts vents d'innovation sociale, qui ont transporté de nombreuses initiatives au Québec, ont fini par perdre de leur vigueur. Mais d'autres expériences socialement innovantes émergent et empruntent la voie du changement social. L'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) en témoigne.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

Vincent van Schendel, directeur général du TIESS, pose ce regard sur le déclin des innovations au Québec: «*Au début des années 2000, on sent comme un essoufflement et cela va finir par s'écrouler avec le nouveau pacte fiscal d'il y a deux ans.*»

Il fournit ces explications: «*La dernière grande vague d'innovations, avant celle en cours, était surtout centrée autour du développement local et de la finance solidaire; elle s'est institutionnalisée avec la politique de soutien au développement.*» À la suite de quoi, les promoteurs ont baissé les bras en se disant «*mission accomplie*»: «*Finale-ment, la politique elle-même a été battue en brèche, et les outils que les initiatives s'étaient donnés ont fini par disparaître.*»

Une disparition qu'il attribue à plusieurs facteurs: «*Des politiques gouvernementales qui ne comprenaient pas trop ce qui se passait, des acteurs sur le terrain qui oubliaient d'effectuer les relais chez eux et de mobiliser leur entourage, etc. On peut donc dire qu'il y a eu un essoufflement de cette vague dans la forme qui était sienne, ce qui a causé un certain désarroi, mais ce qui n'a pas cassé fondamentalement les initiatives sur le terrain.*»

## Le deuxième souffle

Il existe une nouvelle vague qui est en train de prendre

forme et dont les composantes sont formées, entre autres choses, d'initiatives collectives dans le secteur de la sécurité alimentaire, de la culture et du numérique: «*Ce sont là des réseaux qui n'existent pas et qui sont en train de se constituer.*» Il apparaît de plus que le numérique modifie les façons de travailler: «*On intervient par l'entremise de réseaux plutôt qu'avec le soutien de structures formelles et hiérarchiques.*»

Il s'ensuit qu'il existe un enjeu de taille sur le plan du partage, du transfert des connaissances et des expériences. Le d.g. sert cet exemple: «*Les entreprises de sécurité alimentaire peuvent prendre une grande ampleur en s'organisant elles-mêmes en réseau, en se livrant à des maillages et en développant des circuits économiques.*»

D'autres défis majeurs apparaissent qu'il résume sous forme de questionnement: «*Comment travailler ensemble, développer des initiatives en commun dans le contexte actuel qui en est un où tout se transforme, tant du côté des politiques publiques que des lieux de délibérations?*»

Il importe également de se demander «*comment on met en œuvre une autre logique économique, ce qui implique en même temps pour une organisation de reconstruire une sorte d'écosystème où se retrouvent la recherche, la fi-*

*nancement, la formation et les lieux de réseautage.*»

## Croc-en-jambe et repositionnement

Vincent van Schendel aborde sous un autre angle le virage en cours et, là encore, il s'interroge: «*Est-ce qu'on reconnaît les rôles respectifs des uns et des autres? Est-ce qu'on s'institutionnalise, est-ce qu'on se donne encore une fois des relais vers une politique publique? Est-ce qu'on se donne des règles, des moyens pour continuer et, cette fois-ci, sur quelle base?*»

Il s'est produit tout un bouleversement depuis l'adoption du nouveau pacte fiscal par les libéraux et, de facto, depuis la disparition d'une grande partie des structures de consultations locales: «*J'ai entendu ce commentaire des dizaines, voire même des centaines de fois depuis ce temps: "La prochaine fois, il n'y a personne qui va pouvoir nous démolir."*»

Certains gestes politiques d'ordre économique ont causé des dommages à l'innovation sociale, ce qu'il reconnaît: «*Il y a forcément plusieurs des lieux, des initiatives et des acteurs en région qui ont disparu, là où les gens se parlaient.*» Tout n'est pas perdu pour autant: «*Il y a eu une mise sur tablette, sur la glace, mais les initiatives et les énergies sont encore là.*»

Il avance cette comparaison: «*Il y a un jardin de tulipes où on a coupé les fleurs. On ne les voit plus, mais les bulbes sont toujours là; les racines vont se reformer et les*



ISTOCK

Une nouvelle vague est en train de prendre forme et dont les composantes sont formées, entre autres choses, d'initiatives collectives dans le secteur du numérique qui modifie les façons de travailler.

*fleurs vont probablement repousser avec plus de force.*»

## Une prise de conscience élargie

Il y a de plus en plus de gens, même dans le secteur privé, qui ont pris conscience sur le plan économique «*qu'il est possible d'investir, de faire des profits et d'avoir un impact social positif*», constate le directeur général du TIESS en se tournant vers le futur. Les institutions financières et les fondations sont interpellées par ce débat à l'ordre du jour.

Il lui apparaît donc nécessaire à l'heure actuelle de «*définir quels sont les impacts, les retombées qu'on veut obtenir.*

*En fait, qui veut quoi? Des retombées qui profitent à un individu, à la société, à une collectivité ou à une entreprise précise? À ce sujet, on nage un peu dans la confusion parce qu'on emploie les mêmes mots pour désigner des choses différentes.*» Il importe, par exemple, de définir ce qu'est un impact social positif.

Cela dit, au-delà même de l'économie sociale, il y a en région des carrefours de l'innovation sociale qui voient le jour. Il se félicite également qu'il y ait une reconnaissance du terme qui se profile: «*Il y a cinq ans à peine, les gens se demandaient ce qu'était l'innovation sociale. C'est maintenant*

*rendu un buzzword: tout le monde en parle et il y a des réseaux qui existent.*»

Tant du côté de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation que du fédéral, M. Van Schendel affirme que «*cette innovation est devenue importante non seulement pour le social, mais aussi pour la technologie et l'économie; le social et l'économie, c'est lié: une entreprise performante, peu importe qu'elle soit publique, privée ou collective, c'est une entreprise qui est capable de faire travailler les gens ensemble, ce qui demande donc une organisation du travail sociale et des procédés collaboratifs.*»



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Une entreprise d'économie sociale permet de se créer un emploi sur mesure tout en participant à la vitalité d'une région. Martin Frappier, directeur des communications et de la recherche au Chantier de l'économie sociale du Québec, cite entre autres la création d'une brasserie à Trois-Rivières.

## L'entreprise sans patron, un modèle prometteur

NADIA KOROMYSLOVA  
Collaboration spéciale

Une entreprise qui part des besoins concrets d'une communauté, gérée démocratiquement par les travailleurs et qui redistribue équitablement ses profits: une utopie du passé? C'est pourtant un modèle qui a le vent en poupe et qui conquiert des secteurs économiques plus diversifiés que jamais. Loin d'être un secteur marginal, l'économie sociale représente aujourd'hui 7000 entreprises au Québec, quelque 210 000 emplois, avec un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars.

À l'heure de la crise du modèle économique traditionnel, les coopératives de travail et OBNL représentent une solution de rechange pour tenter de concilier valeurs et travail, surtout pour les jeunes générations. «*Aujourd'hui, on a affaire à des jeunes qui savent qu'ils veulent avant tout une entreprise sociale, et trouvent l'objet de l'entreprise ensuite*», explique Martin Frappier directeur des communications et de la recherche au Chantier de l'économie sociale du Québec.

L'idée de transformer l'économie par sa prise en charge collective ne date pas d'hier. Les premières coopératives agricoles et des caisses d'épargne — dont est héritier le Mouvement Desjardins — remontent à plus d'un siècle au Québec. Ces initiatives sont au départ très proches de la doctrine sociale de l'Église et du nationalisme. D'autres tendances, plus proches du syndicalisme, sont également très présentes dans les années 1930 et 1940. En 1996, un sommet sur l'économie et l'emploi, conjugué à la Marche du pain et des roses, remet la coopération au goût du jour. Avec sa recommandation «*Oser la solidarité*», le chantier sur l'économie sociale propose une logique différente «*où le profit n'est pas le principal moteur, mais repose davantage sur les besoins de la population*». L'économie sociale apparaît désormais comme

un outil primordial pour l'insertion et la lutte contre la pauvreté. Ainsi, les premières initiatives issues du chantier seront les centres de la petite enfance, les soins périnataux ou encore les soins à domicile.

## Développer un territoire et y habiter

Mais le modèle social n'est pas seulement réservé au communautaire, plaide Martin Frappier. Il a également fait ses preuves pour le développement des régions. Plusieurs territoires voient les jeunes partir parce qu'ils ne trouvent pas de travail intéressant, et des aînés qui restent avec très peu de services. Dans ce contexte, une entreprise d'économie sociale permet de se créer un emploi sur mesure tout en participant à la vitalité d'une région. Martin Frappier cite une coopérative de design graphique en Outaouais et une brasserie à Trois-Rivières. «*Faute de job intéressante, ils ont créé leur propre projet. Et grâce à ce projet, ils sont restés dans la région.*» Un service de garde, un commerce multi-services qui reprend un dépanneur sur le point de fermer, voilà des initiatives qui partent des besoins d'une localité au lieu de chercher le simple profit. Pas étonnant alors que les coopératives affichent un taux de survie deux fois supérieur à celui des entreprises traditionnelles, «*puisque elles s'inscrivent d'emblée dans une logique durable à partir des besoins concrets*».

De quoi remettre en question l'hégémonie d'un modèle économique basé sur l'exploitation des ressources et des personnes. C'est une des raisons qui participent de la popularité de l'entreprise sociale: «*Nous sommes arrivés à un moment charnière sur le plan environnemental, alors que les inégalités des revenus sont évidentes. Tout ça remet en question de vieilles théories économiques.*» D'autant que la gouvernance démocratique correspond aux aspirations des plus

VOIR PAGE H 6: PATRON

## Vivres et laisser vivre



Des étudiantes de l'UQAM fondent LOCO, une épicerie écologique zéro déchet.

Place à l'inspiration

UQAM

## SOCIÉTÉ



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Dans les années 1970, les femmes ont eu besoin de faire garder leurs enfants puisqu'elles désiraient s'intégrer au marché du travail. Elles ont donc mis sur pied des garderies populaires qui se sont transformées progressivement en CPE. « On voit là l'évolution d'une idée sortie de la communauté pour être ensuite structurée et institutionnalisée », assure Simon Tremblay-Pépin.

## L'Université Saint-Paul lance la première école d'innovation sociale

CLAUDE LAFLEUR

Collaboration spéciale

L'automne prochain, l'Université Saint-Paul, à Ottawa, inaugurera l'École d'innovation sociale, une première au Canada et peut-être en Amérique du Nord.

« Pour nous, l'innovation sociale, c'est très simple : ce sont des communautés de citoyens qui cherchent à régler un problème par leurs propres moyens — donc, sans faire appel ni au secteur privé ni à l'État —, des communautés qui s'organisent elles-mêmes », explique Simon Tremblay-Pépin, l'un des quatre professeurs de l'Université Saint-Paul qui s'activent à mettre en place la nouvelle École.

« Nous sommes en train d'élaborer les programmes et de créer notre espace de cocréation de projets d'innovation sociale », ajoute son collègue Jonathan Durand Folco.

L'innovation sociale, poursuit-il, c'est l'ensemble des interventions menées par différents acteurs afin de répondre à des besoins sociaux qui ne sont pas comblés par le marché ou par le gouvernement. « Ce sont de nouvelles façons d'aborder des enjeux et de répondre à des besoins, mais aussi d'aspirer à de nouvelles formes d'organisation ou de mode de vie », précise-t-il.

### Des expériences socialement innovantes

M. Durand Folco rappelle que le Mouvement Desjardins est un formidable exemple d'innovation sociale, « permettant aux Canadiens français [du début du XX<sup>e</sup> siècle], qui n'avaient pas accès au crédit bancaire, de se donner les moyens de se développer économiquement ».

Pour sa part, Simon Tremblay-Pépin cite l'exemple des garderies populaires. Dans les années 1970, rappelle-t-il, les femmes ont eu besoin de faire garder leurs enfants puisqu'elles désiraient s'intégrer au marché du travail. Elles ont donc mis sur pied des garderies populaires. Puis

« L'innovation sociale, c'est très simple : ce sont des communautés de citoyens qui cherchent à régler un problème par leurs propres moyens — donc, sans faire appel ni au secteur privé ni à l'État —, des communautés qui s'organisent elles-mêmes »

Simon Tremblay-Pépin, professeur de l'Université Saint-Paul

celles-ci se sont progressivement transformées en un réseau de garderies structurées pour finalement donner lieu aux CPE. « On voit là l'évolution d'une idée sortie de la communauté pour être ensuite structurée et institutionnalisée », résume-t-il.

Ces deux professeurs, ainsi que leurs collègues Anahi Morales-Hudon et Philippe Dufort, présenteront le projet d'École d'innovation sociale lors du 5<sup>e</sup> colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) qui se tiendra les 6 et 7 avril à l'UQAM. Ce colloque se veut une occasion de partager les expériences socialement innovantes et de favoriser une reconnaissance de l'innovation sociale comme moteur de changement.

« Nous en profiterons pour présenter notre vision de l'innovation sociale aux spécialistes réunis », rapporte M. Tremblay-Pépin, une vision qui diffère un peu d'autres visions de l'innovation sociale. Nous voulons discuter avec nos collègues professeurs et praticiens pour leur demander : pensez-vous que notre idée est bonne ? Voyez-vous des écueils dans ce qu'on projette de faire ? On veut voir les réactions de nos collègues. »

### Gérer les situations « pas évidentes »

C'est ainsi que, dans le cadre de sa présenta-

tion intitulée « Trajectoires des innovations sociales : une perspective historique », Jonathan Durand Folco exposera les différentes interprétations et pratiques d'innovations sociales. « Je vais essayer de distinguer trois formes d'innovations sociales, trois façons d'aborder ce concept », résume-t-il.

« C'est un concept extrêmement large qui définit en gros toute forme d'innovation centrée sur des rapports humains, explique-t-il. Il s'agit de citoyens qui se prennent en main, mais l'innovation sociale peut aussi venir d'entrepreneurs de l'économie sociale et prendre aussi forme dans des institutions publiques et parfois même dans des entreprises privées. C'est donc un concept qui inclut beaucoup de choses... »

Les futurs étudiants de la nouvelle École apprendront donc comment s'organiser pour qu'une bonne idée d'innovation sociale devienne réalité. Y a-t-il des façons de s'organiser pour que la communauté mène à bien son projet, donne en exemple M. Tremblay-Pépin. Comment fait-on pour que ça fonctionne et pour que ça porte ses fruits ? « Ça peut avoir l'air simple, mais ce ne l'est pas ! » déclare-t-il.

L'un des gros écueils souvent rencontrés est

la durée dans le temps. « Les organisations d'innovation sociale ont des caps à franchir, indique-t-il, en particulier celui des trois ans puis des cinq ans. » En plus, les organisations communautaires et démocratiques sont à risque de tomber un jour sous le joug d'un individu qui accapare des pouvoirs et cherche à tout mener à sa guise, « ce qui arrive fréquemment », souligne M. Tremblay-Pépin.

Il faut par conséquent apprendre à voir venir ce type de personnalité. « Il y a des individus qui sont des poisons pour l'organisation et il ne faut pas sacrifier celle-ci à ces personnes-là, dit-il. C'est exactement le genre de choses contre lesquelles on préparera nos étudiants, des situations pas évidentes... »

De plus, l'École offrira un mélange de sciences sociales — qui confèrent une vision critique de la société — et de gestion bien concrète d'entreprise, c'est-à-dire des cours de comptabilité, de gestion de projets, de ressources humaines, etc.

L'École accueillera en outre de jeunes entrepreneurs sociaux qui désirent lancer leurs projets. Ceux-ci disposeront d'un espace de cocréation où mettre en œuvre leur projet. « Notre but, c'est de former des gens qui vont démarquer des projets qui leur permettront d'en vivre dès leur sortie de l'école », explique Simon Tremblay-Pépin.

En outre, les diplômés de l'École pourront aussi bien travailler dans n'importe quelle organisation sociale — notamment comme coordonnateur —, que ce soit dans le monde syndical, dans le secteur communautaire, les mouvements féministes ou écologistes, etc.

« Nous sommes convaincus que nos finissants auront énormément de débouchés, indique Jonathan Durand Folco, surtout qu'on les aura dotés d'une solide vision de la société — ce qu'on ne développe pas normalement durant une formation en gestion. »

## PATRON

SUITE DE LA PAGE H 5

jeunes qui « souhaitent avoir droit de parole dans l'organisation et s'identifient de moins en moins à des rapports autoritaires », poursuit Martin Frappier.

L'autre raison du succès de l'entreprise sociale, c'est qu'on y travaille différemment. La mission sociale remplit pour certains le besoin de se réaliser, au lieu de travailler simplement pour un salaire. Les entreprises sociales sont également, en général, des milieux plus soucieux des personnes et de la conciliation fa-

mille-travail. Enfin, le modèle de gestion démocratique permet une plus grande diversité des tâches par la participation des travailleurs aux différents comités et aux réflexions stratégiques.

### La concurrence du « social-washing »

Le grand défi des entre-

prises sociales reste cependant la concurrence avec l'économie capitaliste. Aujourd'hui, le secteur social doit se repositionner face à la révolution du numérique et de la prétendue « économie du partage ». Cette économie à la Uber et Aibnb n'a rien de collectif, « car les profits, eux, ne sont pas partagés », explique Martin Frap-

pier. L'économie sociale doit reprendre l'initiative face à ces nouveaux modèles économiques déroutants, qui échappent au droit du travail et aux cadres juridiques.

D'autant plus que l'époque est au « social washing » : un nombre croissant de grandes entreprises font valoir leur impact social, affichent un volet

« équitable ». Or, « il suffirait d'une crise dans l'économie, d'un changement de dirigeant, et ce volet social pourrait sauter », prévient Martin Frappier. Les entreprises sociales, elles, n'ont pas le choix d'assurer leur mission, puisqu'elle est inscrite dans leur constitution même.

Difficile donc de survivre devant les avancées du capitalisme effréné, surtout lorsque les entreprises privées bénéficient d'aides publiques, souvent des crédits d'impôt, desquelles les coopératives et OBNL sont par définition exclus, puisqu'ils ne payent pas d'impôts sur le profit. Le secteur social est donc défavorisé devant les aides de l'État et cela l'empêche d'autant plus d'investir dans la recherche et le développement, ce qui lui permettrait de rester concurrentiel.

Cependant, devant la multiplication d'initiatives de plus en plus audacieuses, comme les coopératives de programmeurs de jeux vidéo ou d'humoristes, on ne peut que constater que l'économie sociale est loin d'avoir dit son dernier mot.

S'approprier de nouvelles façons de faire

pour transformer les collectivités et développer les territoires.

tiess  
TERRITOIRES INNOVANTS  
EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE  
LIAISON ET TRANSFERT

tiess.ca

## SOCIÉTÉ

## La Caisse, partenaire des jeunes entreprises collectives

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

De jeunes entrepreneurs poussent au Québec et certains choisissent de le faire par l'entremise de l'entrepreneuriat collectif en innovation sociale. Et comme tout entrepreneur a besoin d'un banquier, ces entrepreneurs nouveau genre trouvent dans la Caisse d'économie solidaire Desjardins le partenaire idéal.

«C'est tout naturel pour nous d'accompagner les entreprises collectives puisque cela fait partie de notre mission fondamentale», souligne Luc Rabouin, directeur du développement stratégique à la Caisse d'économie solidaire Desjardins. En effet, l'institution financière a accompagné au fil des ans des organisations syndicales, des coopératives d'habitation et de travailleurs ainsi que des organismes de l'économie sociale. «Mais la Caisse n'est pas limitée à ce type d'entreprises collectives», poursuit-il. «Nous sommes également ouverts à de nouvelles façons de faire. Et les entreprises collectives dans le domaine de l'innovation sociale entrent de ce créneau.»

Mais un banquier ne demeure-t-il pas toujours un banquier? «Nous ne sommes pas un banquier normal. Mais, comme n'importe quel banquier, nous sommes assujettis aux règles de base de la finance, comme exiger des garanties avant d'accorder un prêt.» Ici s'arrête toutefois la comparaison avec un banquier traditionnel. «Évidemment, si l'entreprise collective a des actifs à mettre en garantie, nous allons les accepter. Par contre, ce n'est pas le seul critère dont nous tenons compte.» En effet, d'autres facteurs que les actifs propres peuvent tenir lieu de garanties. «Nous allons vérifier s'il y a d'autres bailleurs de fonds dans le projet, comme le Réseau d'investissement social du Québec, ou la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, par exemple. La présence d'autres bailleurs de fonds est pour nous un gage de la viabilité de l'entreprise. Ensuite, nous allons évaluer le sérieux du conseil d'administration ainsi



RAPHAËL THIBODEAU

Temps libre, espace public et espace partagé de travail, est une des récentes initiatives d'Espaces temps, un incubateur de projets d'innovation sociale et culturelle.

que les compétences et le potentiel de l'équipe en place. Et en dernier lieu, nous allons nous assurer que l'entreprise collective est bien ancrée dans sa communauté. C'est pour nous un critère important car, pour faire image, si la maison prend feu, l'on sait alors que toute la communauté sera là pour aider à l'éteindre.»

## Une caisse proactive

En matière d'innovation sociale, la Caisse d'économie solidaire n'attend pas que l'on vienne frapper à sa porte. Au contraire, l'institution financière se veut proactive. Elle est partenaire de L'Esplanade, un accélérateur en innovation sociale, et vient de se joindre au Laboratoire de l'économie collaborative. «Le fait d'être présents dans ces lieux nous permet d'être aux premières loges en innovation sociale, avant même qu'une idée devienne une entreprise», souligne Luc Rabouin.

## Temps libre, un espace de rencontre

Espaces temps est une entreprise collective sans but lucratif qui œuvre dans le domaine de l'innovation sociale et culturelle. Si l'entreprise est officiellement née en 2013, l'aventure commence en 2009. «J'ai eu l'idée en 2009 de créer une plateforme Web, Mur citoyen, qui servirait à afficher les événements d'une communauté susceptibles d'intéresser les citoyens», explique Vin-

cent Chapdelaine, directeur général d'Espaces temps. C'est grâce au succès de cette plateforme que j'ai compris que j'étais peut-être un entrepreneur, ce que je n'avais pas réalisé avant et en lançant Espaces temps, j'ai compris que mon domaine était celui de l'innovation sociale.»

Aujourd'hui, Espaces temps agit comme une entreprise de services-conseils en innovation sociale pour des institu-

tions, organisations et autres entreprises. «Les services-conseils sont devenus notre principale source de revenus, précise-t-il. Les organisations qui ont l'idée d'un projet en innovation sociale ne possèdent pas toujours les ressources nécessaires pour le mener à bien.» Si les revenus servent à assurer la rentabilité de l'entreprise, ils servent aussi à lancer de nouveaux projets. Ainsi, Espaces temps a créé

Temps libre, un espace de rencontre et un espace partagé de travail qui agit aussi comme pépinière pour des projets en innovation sociale. «Et dès que ces projets prennent de la maturité et offrent une perspective de rentabilité, nous leur donnons alors une entité juridique propre.» Ainsi, depuis sa fondation, Espaces Temps a permis la création de quatre entreprises en innovation sociale.

## UTILE pour les étudiants

L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) est un organisme sans but lucratif qui, comme son nom l'indique, œuvre dans le domaine du logement étudiant. «À Montréal seulement, il y a un besoin pour environ 3000 à 4000 places de logement étudiant», explique Laurent Levesque, coordonnateur général d'UTILE. Et comme les universités disposent de moins d'argent pour la construction de résidence étudiante, UTILE arrive à point sur le marché.»

La formule mise en avant par UTILE peut paraître simple, mais elle est vraiment innovante. D'abord, UTILE fonctionne comme un promoteur immobilier, en ce sens qu'il finance la construction de l'immeuble et en demeure le propriétaire. Par contre, la gestion quotidienne de la résidence est confiée à une coopérative. De plus, le concept s'éloigne de la résidence traditionnelle en privilégiant le logement entier plutôt qu'une enfilade de chambres. «Le fait que nous soyons sans but lucratif nous permet d'offrir des logements à un prix de 15 à 30 % inférieur au prix du marché.»

Si l'entreprise était à ses balbutiements, il n'y a pas si longtemps, ce n'est plus le cas aujourd'hui. «Notre premier immeuble sera construit sur l'avenue Papineau, en face du parc La Fontaine. C'est un projet immobilier de 14 millions de dollars dont le financement est, en fait, terminé. La première pelletée de terre est prévue pour cet été et la livraison en 2018.» De plus, signe que la formule gagne des adeptes, la Ville de Montréal vient d'accorder à UTILE une subvention de 500 000\$.

## TRANSITION

SUIITE DE LA PAGE H 2

«Quand il y a une masse de changements, c'est là qu'il y a des transformations», considère M. Lévesque. De nombreuses initiatives regroupées créent quelque chose de visible, qui sensibilise, et cela peut même transformer le modèle dominant. [...] On l'a vu avec les produits biologiques. Cela a commencé en dehors du marché, qui a constaté qu'il pouvait les rentabiliser et a modifié une partie de ses produits.»

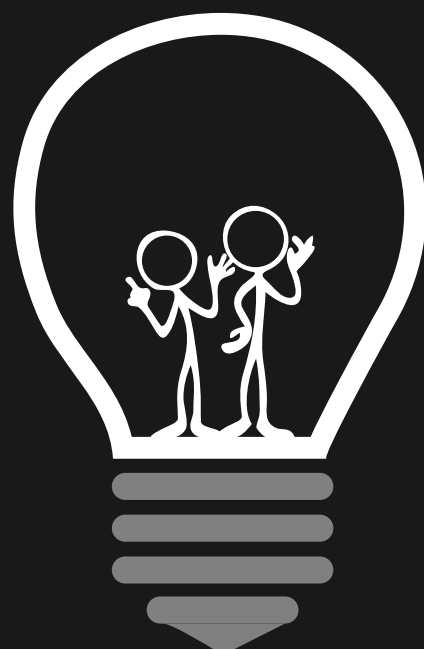
Néanmoins, M. Lévesque considère que, «si on veut des transformations, on ne peut pas faire abstraction de l'État», jugeant que «les initiatives ont leurs limites et [que] l'État a ses limites».

«Si on prend l'exemple de l'alimentation de qualité et de la présence de sucre dans notre alimentation, à un moment donné il faut une réglementation ou, à tout le moins,

une certaine forme d'incitation très forte de l'État, qui lui a un pouvoir de coercition.»

À son avis, le relais entre la démocratie participative de la vie associative et les lieux de décision de la démocratie représentative fait actuellement défaut.

Pendant ce temps, Fabie Gauthier Carrière affirme que les trois organismes responsables des marchés solidaires de Montréal, soit le Carrefour alimentaire Centre-Sud, Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YQQ) et le Marché Ahuntsic-Cartierville (MAC), demeurent constamment en contact. En plus de mettre en commun leurs achats, leur comptabilité et leurs démarches auprès des agriculteurs, ils partagent leurs expériences, leurs bons coups et leurs échecs. Qui sait si, à l'aune de l'expérience du Marché solidaire Frontenac, les marchés aux abords des stations de métro Sauvé et Cadillac adopteront le même virage ou si la formule du marché participatif fera boule de neige.



## L'innovation sociale peut aussi avoir besoin d'un soutien financier adapté

Trois fonds dédiés uniquement aux entreprises d'économie sociale avec plus de 81 M\$ investis depuis 1997



fonds-risq.qc.ca • fondsarhc.quebec • fiducieduchantier.qc.ca

## SOCIÉTÉ

## LE PROJET CELSIUS

Voir plus loin  
que sa ruelle

La Coop Carbone et l'organisme sans but lucratif Solon repoussent les limites du concept de ruelle verte. Un de leurs projets, en démarrage ces jours-ci, vise à étendre la mobilisation citoyenne à des voisinages comptant plus d'une dizaine de ruelles, afin de lutter contre les changements climatiques, mais aussi de revigorer le tissu social des quartiers.

ÉTIENNE  
PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

Tout a débuté dans une ruelle. Bertrand Fouss, directeur de projet à la Coop Carbone, s'est réuni avec ses voisins immédiats, dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie, pour former un comité de citoyens dans le but de verdir cet espace vacant à l'arrière de leurs logements. «On a commencé à faire d'autres projets», raconte M. Fouss. L'art de rue y a fait son nid, tandis que des fêtes et des concerts y ont été organisés. Les voisins se partagent désormais une piscine en été et une patinoire en hiver, tous les deux situés sur des terrains privés de propriétaires ouverts à accueillir les gens. «On s'est rendu compte que le processus de ruelle verte nous a permis de créer un tissu social.»

Mais les retombées potentiels leur apparaissent encore plus prometteuses. En 2015, les citoyens ont créé un organisme sans but lucratif (OSBL) baptisé Solon pour mettre sur pied un projet nommé Celsius, dont l'objectif est d'expérimenter un système de géothermie enfoui dans une ruelle. L'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie et la Fédération canadienne des municipalités (FCM) ont respectivement oc-

troyé 10 000\$ et 50 000\$ pour l'étude de faisabilité d'un réseau de chaleur connecté à l'ensemble des logements en bordure d'une ruelle qui reste à déterminer. La démarche cherche ainsi à collectiviser une technologie propre généralement réservée aux mieux nantis en raison des coûts d'installation.

## Voir plus grand

La Coop Carbone a amorcé en parallèle un projet plus ambitieux. «Dans nos évaluations de terrain, on s'est rendu compte que la ruelle était un lieu de mobilisation intéressant, mais on avait intérêt à l'intégrer dans un milieu de vie plus grand pour se donner plus de capacités pour développer des projets», explique M. Fouss, aussi cofondateur de Solon. Puis on s'est rendu compte que les citoyens ne définissent pas leur milieu de vie comme étant la ruelle.»

La Coop Carbone s'est d'abord inspirée de l'approche «Systemic Change», développée par le laboratoire d'innovation sociale torontois MaRS, avant de développer son propre processus de co-création de solutions pour des milieux de vie s'étalant sur plus d'une dizaine de ruelles. «La ruelle verte, c'est essentiellement du verdissement et du

VOIR PAGE H 9 : RUELLE



SOURCE PAROLE D'EXCLUES

Parole d'excluEs réalise ses interventions dans Hochelaga-Maisonneuve, autour de l'ancienne biscuiterie Viau ainsi que dans Montréal-Nord, autour de l'îlot Pelletier et du secteur Nord-Est.

## PAROLE D'EXCLUES

## Présent sur le terrain avec les communautés

STÉPHANE GAGNÉ

Collaboration spéciale

Lors du 5<sup>e</sup> colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), les 6 et 7 avril, l'organisme Parole d'excluEs (le E majuscule vise à inclure les femmes) présentera son modèle d'action. Un modèle original qui vise à mobiliser les citoyens victimes d'exclusion sociale et de pauvreté dans des projets qui les intéressent de façon à ce qu'ils deviennent les premiers acteurs de leur destin.

Depuis dix ans, Parole d'excluEs lutte donc à sa façon contre la pauvreté et l'exclusion sociale en mettant en place des projets dans des domaines aussi divers que la santé, l'environnement, l'éducation, la culture et l'alimentation.

## Un modèle d'action original

Parole d'excluEs parvient à

ses fins grâce à ses partenariats avec divers organismes. L'organisme travaille ainsi en collaboration avec la Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM), pour développer des projets sociaux et des logements sociaux et il effectue de la recherche par l'entremise de l'incubateur universitaire de Parole d'excluEs (IUPE). Il contribue aussi à la création de comités de citoyens. Une fois qu'ils sont créés, l'organisme les accompagne dans la réalisation de projets souhaités par leurs membres. «Nous mettons en place des solutions ancrées dans la communauté dans lesquelles les citoyens deviennent des acteurs du changement», explique Isabel Heck, chercheuse à Parole d'excluEs.

La recherche est toutefois le point de départ des actions de l'organisme. «Avant d'amorcer un projet dans un quartier, nous devons mieux connaître dans quel milieu nous travaillons,

quels sont les besoins, les manques», note Isabel Heck.

## Trois secteurs d'intervention

Depuis quelques années, l'organisme réalise la majorité de ses interventions dans trois secteurs défavorisés de l'île de Montréal. Un de ces secteurs se trouve dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, autour de l'ancienne biscuiterie Viau. Les deux autres se situent dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Il s'agit de l'îlot Pelletier, situé à l'est du boulevard Pie-IX et au sud du boulevard Henri-Bourassa et du secteur Nord-Est, situé à l'est du boulevard Langelier et au nord du boulevard Maurice Duplessis. Ce dernier secteur est tristement célèbre pour les émeutes survenues en 2008 à la suite de la mort de Fredy Villanueva.

Dans ce petit quartier jeune (28% des habitants du Nord-Est ont moins de 18 ans), très multiethnique, densément peuplé et pauvre, Parole d'excluEs a senti le besoin d'intervenir en 2014. Fidèle à son modèle d'action, il a permis la création d'un comité de citoyens. Le comité RaCiNE (Rassemblement des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord) travaille depuis à améliorer le vivre-ensemble, la situation des jeunes, les conditions de vie des citoyens et il lutte contre la discrimination et les préjugés. Dans les deux autres secteurs d'intervention, des comités citoyens ont aussi été créés.

## Système alimentaire pour tous

Le plus important projet de l'organisme, appelé Système alimentaire pour tous, a pris racine dans l'îlot Pelletier. «Les citoyens nous disaient avoir de la difficulté à bien s'alimenter en raison de l'éloignement des supermarchés, du coût du transport pour s'y rendre et du coût des aliments», relate M<sup>me</sup> Heck. Ils se trouvaient, pour ainsi dire, dans un désert alimentaire.

Pour corriger cette situation, l'une des solutions mises en œuvre a été de créer la coopérative de solidarité Panier futé. L'organisme a pour mandat de donner accès à des produits alimentaires sains et abordables. Ses 210 membres (résidents surtout de Montréal-Nord, mais aussi de Rivière-des-Prairies et Ahuntsic) peuvent commander des aliments toutes les deux semaines. «En échange, nous leur demandons trois heures de bénévolat par mois», dit M<sup>me</sup> Heck. Cela a pour but de garder les aliments à bon prix, de valoriser les compétences des membres et

de briser leur isolement.»

Système alimentaire pour tous a aussi permis la création d'un jardin collectif en 2011 dans l'îlot Pelletier et le projet Quartier 21 qui vise à verdir la ville (par la plantation d'arbres) et à développer des potagers urbains. Ce dernier projet se déroule dans les deux secteurs de Montréal-Nord. Un autre jardin collectif a aussi vu le jour, en 2015, dans le secteur de l'ancienne biscuiterie Viau.

## La clinique de proximité

Parole d'excluEs a aussi permis la création d'une clinique de santé (appelé clinique de proximité) dans le secteur Nord-Est. «Nous avons réalisé une étude qui a démontré que les citoyens de l'endroit souffraient d'un grave problème d'accès aux soins de santé», dit Isabel Heck. D'autres raisons expliquent cela: les citoyens n'avaient pas les moyens financiers de se rendre dans les lieux où sont dispensés les soins, ils devaient face à des préjugés lorsqu'ils s'y retrouvaient ou encore ils se sentaient comme des numéros.»

Pour corriger ces lacunes, Parole d'excluEs, en collaboration avec la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), a opté pour la mise sur pied d'une clinique de proximité (dont l'ouverture est prévue au printemps). D'autres partenaires se sont ensuite impliqués. La SHAPEM a fourni le local et l'arrondissement Montréal-Nord a donné une subvention de 20 000\$. Cette clinique permettra d'offrir des soins de santé à des citoyens qui autrement étaient difficilement joignables.

«Les citoyens seront impliqués dans le fonctionnement de la clinique», dit M<sup>me</sup> Heck. Ils pourront, par exemple, aider dans la salle d'attente et favoriser une meilleure communication entre les professionnels de la santé et les citoyens clients.»

## Les limites

La réalisation de ces projets demande toutefois du temps, car transformer des citoyens exclus en acteurs de changement social est un long processus, admet M<sup>me</sup> Heck. «De plus, les projets mis en place améliorent certes les conditions de vie des participants et des gens du secteur qui en profitent, mais cela ne change pas globalement la réalité d'un quartier défavorisé. Pour que notre modèle d'action ait un plus grand impact, il faudrait qu'il soit institutionnalisé.» Ce qui ne risque pas de se produire dans un horizon rapproché.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le projet Celsius a pour objectif d'expérimenter un système de géothermie enfoui dans une ruelle.

Collection  
Innovation sociale

Sous la direction de Jean-Marc Fontan

L'innovation sociale est une des clés pour comprendre et maîtriser les processus et les dynamiques du changement social. La collection Innovation sociale est une fenêtre ouverte sur de nouvelles expérimentations et connaissances coproduites par des chercheurs et des acteurs d'ici et d'ailleurs.

LA TRANSFORMATION SOCIALE  
PAR L'INNOVATION SOCIALE

Sous la direction de Juan-Luis Klein, Annie Camus, Christian Jetté, Christine Champagne et Matthieu Roy

2016 50\$ PAPIER 36\$99\$ PDF EPUB



## LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS

Le mouvement étudiant de 2012

Sous la direction de Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay

2015 25\$ PAPIER 18\$99\$ PDF EPUB

LE DÉFI DE L'INNOVATION  
SOCIALE PARTAGÉE

Savoirs croisés

Sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Denis Bussièrès

2014 25\$ PAPIER 18\$99\$ PDF EPUB

## SOCIÉTÉ

RUCHES D'ART

## Des ateliers scientifiques pour rapprocher les gens

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

La Ruche d'art Pointe-Saint-Charles, un lieu où les gens du quartier se retrouvent pour créer gratuitement et en toute liberté, s'est aventurée hors des sentiers battus la semaine dernière en présentant un atelier scientifique. Le thème? «De quoi a-t-on besoin pour être heureux et en santé?» Rien de moins!

Comme scientifiques présents, on trouvait Morgan Kahenttonni Phillips, étudiante au doctorat de Kahnawake qui s'intéresse à l'approche culturelle en santé dans sa communauté, Satoshi Ikeda, chercheur de Concordia engagé dans le domaine de la sociologie de l'alimentation et de l'économie sociale, puis Vagner Raso, chercheur qui s'intéresse au vieillissement, à l'immunologie et à l'exercice.

L'atelier scientifique est un projet de Janis Timm-Bottos, professeure au département de thérapies par les arts de l'Université Concordia et directrice du Réseau des ruches d'art. Elle présentera l'initiative lors du cinquième colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) qui se tient les 6 et 7 avril à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

«L'idée des ateliers scientifiques vient d'Europe et on l'a adaptée, affirme-t-elle. Nous souhaitons engager des conversations sur des sujets larges qui intéressent les gens du quartier.»

L'objectif est aussi d'amener les citoyens à rencontrer des scientifiques et à échanger avec eux.

«Les scientifiques présentent quelques idées, mais ce n'est pas fait sur un ton universitaire, explique Janis Timm-Bottos. C'est très informel. On choisit aussi des gens avec des profils très diversifiés qui viennent présenter différents savoirs. On ne veut pas que des savoirs occidentaux. On souhaite présenter plusieurs voix et que tout le monde participe à la discussion. Les scientifiques veulent savoir aussi ce à quoi croient les gens et ce qui fonctionne pour eux.»

Les ateliers scientifiques dans les ruches d'art ont commencé au Québec en 2015 à Saint-Henri. On y a parlé notamment de réactions chimiques, de sucre, de gravité et des stratégies de camouflage des animaux. Avant de commencer un atelier scientifique, les participants sont invités à la ruche d'art pour créer en s'inspirant du sujet du jour.



RUCHE D'ART SAINT-HENRI

Un atelier scientifique tenu en février à la Ruche d'Art Saint-Henri, ruche où tout a commencé au Québec en 2015.

Après Saint-Henri, il s'est tenu des ateliers dans les quartiers Centre-Sud et Notre-Dame-de-Grâce. Pointe-Saint-Charles vient de s'ajouter à la liste, puis le Musée des beaux-arts de Montréal inaugurerait cette semaine sa Ruche d'art et on y tiendra aussi des ateliers scientifiques.

## Rapprocher l'art et la science

Lier l'art et la science ne va pas nécessairement de soi pour tout le monde aujourd'hui. Mais l'équipe de Janis Timm-Bottos est convaincue des bienfaits de l'initiative.

«Depuis des centaines d'années maintenant, l'art et la science sont séparés, mais ce n'était pas ainsi avant, dit-elle. On a juste à penser à Léonard de Vinci qui était à la fois un grand scientifique et un grand artiste! Nous croyons qu'il est temps de rapprocher les deux disciplines.»

Les équipes des ruches se trouvent toutefois confrontées à certaines réticences avec leurs ateliers scientifiques.

«On a commencé ces ateliers avec 10 personnes seulement à Saint-Henri, affirme Janis Timm-Bottos. Mais nous avons persévéré et, comme nous avons une relation très forte avec la

communauté dans le quartier, nous avons réussi à attirer de plus en plus de gens.»

Pour étendre ces ateliers au reste du réseau, la chercheuse s'attend à relever des défis. Parce que si chaque ruche d'art a différents profils de participants, tous ne sont pas nécessairement à l'aise de participer à des activités scientifiques.

«Les ruches d'art permettent à tout le monde dans le quartier de participer à des activités culturelles sans avoir à déboursier d'argent, explique M<sup>me</sup> Timm-Bottos. On y trouve toutes sortes de participants, dont plusieurs personnes marginalisées.»

Les ruches d'art utilisent donc l'art comme outil d'inclusion sociale.

«C'est important que les gens s'y sentent bien, s'y sentent bienvenus et qu'ils développent un sentiment d'appartenance à leur ruche d'art, indique-t-elle. Or, plusieurs personnes ne sont pas nécessairement à l'aise avec des scientifiques. Nous souhaitons avec ces ateliers lever les barrières et briser les stéréotypes des deux côtés. Mais, ça prend du temps. Il faut poursuivre le travail.»

Les ateliers scientifiques ont enregistré plus de 600 entrées

pendant leur première d'année d'implantation.

## Réseau des ruches d'art

Auparavant installée au Nouveau-Mexique, Janis Timm-Bottos est arrivée au Québec en 2011 et elle y a implanté le concept des ruches d'art, qui reçoivent beaucoup de matériel de création sous forme de dons.

«Au départ, c'étaient des cher-

cheurs comme moi qui démarraient des ruches d'art, mais de plus en plus de gens ont commencé à aimer l'idée, à croire en leurs bénéfices et à en démarrer», explique la professeure.

Puis, le Réseau des ruches d'art a été créé en 2014.

«Les ruches d'art fonctionnent de façon indépendante, mais nous avons créé notre site Internet, nous partageons de l'information, nous réalisons des projets

ensemble et la création des ateliers scientifique en est un», explique Janis Timm-Bottos.

On compte maintenant 104 ruches d'art dans le monde, dont 45 au Québec. On en trouve notamment dans des bibliothèques, dans des immeubles de logements sociaux et très bientôt, au musée.

Informations

<http://lesruchesd'art.org/>

## RUELLE

SUITE DE LA PAGE H 8

mobiliers urbains. Là, on parle de projets en énergie et en mobilité.»

L'organisme Solon et la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM ont défini ensemble, durant les cinq derniers mois, ce qui pouvait être considéré comme un milieu de vie pour la suite de la démarche. «Ce fut un processus enrichissant, indique René Audet, professeur titulaire de la Chaire de recherche sur la transition écologique. Cela nous a amenés à parler à tout le monde, à tous les organismes des quartiers, puis de se mettre un peu d'accord sur le type d'interventions, sur quel milieu de vie serait plus propice.»

Quatre voisinages ont été ciblés pour le projet pilote, soit deux dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie, un dans Villeray et un dans Limoilou, à Québec. Le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) a accordé 160 000\$ à cette initiative. L'organisme Solon constitue le partenaire terrain de la Coop Carbone pour les trois voisinages participants de Montréal.

## Partir des besoins exprimés

Le projet devrait s'étaler sur environ deux ans. Des chercheurs de la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM accompagneront la démarche à travers une recherche-action, tandis que les initiatives citoyennes bénéficieront de l'expertise de plusieurs partenaires, dont le Chantier de l'économie sociale, l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), la SODER, le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD), ainsi que l'incubateur et accélérateur d'entreprises à vocation sociale L'Esplanade.

Des assemblées citoyennes et des ateliers seront organisés ce printemps, pour élaborer avec les résidents une vision partagée d'un milieu de vie convivial, résilient, prospère et inclu-

sif, qui réduit par la même occasion ses émissions de gaz à effet de serre. «L'un des piliers de l'innovation sociale, selon nous, est de partir des besoins exprimés par les collectivités, à partir desquels on peut concevoir des solutions», observe M. Fous.

Celui-ci affirme avoir été prévenu des tensions émergeant parfois de la rencontre des besoins écologiques et sociaux. Il assure y faire très attention. «Ce n'est pas comme si vous allez chercher uniquement des gens qui "tripent" sur les énergies renouvelables, qui habitent des endroits différents et qui s'achètent ensemble une éolienne, indique-t-il. Quand tu travailles dans un milieu de vie, l'objectif est d'impliquer le plus de gens possible vers la création de solutions collectives qui correspondent aux besoins des personnes. On veut ouvrir le jeu par rapport à des solutions qui sont purement environnementales.»

La mise en œuvre des premiers projets collectifs et locaux débutera l'automne prochain si tout se passe comme prévu. Ces derniers seront limités, dans un premier temps, aux enjeux de mobilité et d'énergie. René Audet souligne que les pistes proposées peuvent s'avérer beaucoup plus légères que le système de géothermie proposé à travers Celsius. «On peut penser à des bornes de recharge pour les véhicules électriques, le partage de voitures et de vélos, ainsi que plein de formes de mobilité active ou partagée qu'on pourrait essayer de mettre en place à partir des ruelles, suggère-t-il. Ce sont toutes sortes d'innovations sociales, parfois socio-techniques, qui visent ultimement à lutter contre les changements climatiques. Mais c'est plus que ça: c'est l'idée de recréer le lien social à partir des milieux de vie, pour qu'on puisse connaître les voisins et les commerces autour afin d'atteindre une sorte de cohésion sociale qui permettra ce prochain pas dans la lutte contre le changement climatique.»

Le but ultime de la recherche-action qu'il mène dans le cadre de cette expérience consistera à découvrir des solutions reproductibles, pour qu'elles puissent être transférées et répétées dans la transition écologique et sociale d'autres milieux de vie.

**CONCORDIA**

**PLACE À LA NOUVELLE GÉNÉRATION!**

**LA SÉCURITÉ AUTOMOBILE, UNE HISTOIRE DE BAGUETTE?**

Une mousse métallique conçue à Concordia peut sauver des vies en absorbant l'énergie produite dans un accident de voiture. Soumise à un choc, cette matière se redéploie comme un pain croustillé au lieu de céder comme un craquelin.

UNIVERSITÉ **Concordia** UNIVERSITY

[CONCORDIA.CA/DEJADEMAIN](http://CONCORDIA.CA/DEJADEMAIN)



### Programme 6 et 7 avril 2017

Université du Québec à Montréal, Salle Marie-Gérin-Lajoie  
405 rue Ste-Catherine Est – Métro Berri-UQAM

Français et anglais (traduction simultanée disponible dans la salle principale)  
Pour s'inscrire : [crises.uqam.ca](http://crises.uqam.ca)

#### Jeudi 6 avril 2017

<b>8h</b>	<b>Accueil et inscriptions</b>
<b>9h</b>	<b>Mot de bienvenue</b> Robert Proulx, Recteur de l'Université du Québec à Montréal Juan-Luis Klein, Directeur du CRISES
<b>9h 15</b>	<b>CONFÉRENCE D'OUVERTURE</b> <b>Entreprises Plateformes, Communs et Coopérativisme. Nouveaux modèles d'entreprises à l'âge du numérique et de la propriété partagée.</b> Benjamin Coriat, Université Paris 13
<b>10h</b>	PAUSE SANTÉ
<b>Plénière 1 10h 30</b>	<b>Des émergences à la reconnaissance : nouvelles avenues pour l'innovation sociale</b> Présidence : Marguerite Mendell, Université Concordia. Conférenciers : Michèle Lamont, Université Harvard / Benoît Lévesque, UQAM / Jean-Louis Laville, CNAM
<b>12h</b>	PAUSE REPAS
<b>Séance 2A 13h 30</b>	<b>Lutte contre la pauvreté et l'exclusion: modèles d'action et potentiel innovant des marges</b> Présidence : Yanick Noiseux, Université de Montréal. Conférenciers : Nadia Duguay et William-J. Beauchemin, Exeko / Jean-Marc Fontan, UQAM et Isabel Heck, Parole d'excluEs, service de la recherche, IUPE / Isabelle Ruelland, Université de Montréal / Yahui Fang, National Cheng Kung University; Lawrence Philbrook et Evelyn Philbrook, Institute of Cultural Affairs
<b>Séance 2B 13h 30</b>	<b>Innovation sociale et développement: de la coopération à la sécurité alimentaire</b> Présidence : Sylvain Lefèvre, UQAM. Conférenciers : Christian Jetté, Université de Montréal; Stéphanie Tourillon-Gingras, Université de Montréal; René Lachapelle, Groupe d'économie solidaire du Québec; Gérald Larose, UQAM et Yves Vaillancourt, UQAM / Alphin Mika Kaba-Kaba, Université de Kinshasa / André Joyal, CRDT, Université du Québec et Kahina Chérifi, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou / Mélanie Doyon, UQAM
<b>Séance 2C 13h 30</b>	<b>Articulation des innovations techniques et sociales en contexte de transition</b> Présidence : Emmanuel Raufflet, HEC Montréal. Conférenciers : Samuel Aubin, Collège des transitions sociétales et Bernard Lemoult, École des Mines de Nantes / Philippe Chemla, SCIC TETRIS; Valérie Têtu, Pays de Grasse et Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne-la-Vallée / René Audet, UQAM / Jeffrey Magnier, Université de Lille 1
<b>Séance 2D 13h 30</b>	<b>Co-production des services et nouveaux écosystèmes au service de l'innovation sociale</b> Présidence : Lucie Dumais, UQAM. Conférenciers : Valentin Berthou, Université de Technologie de Troyes; Robert Picard, Living Labs en Santé Autonomie et Éric Plantard, Paris-Est Marne-la-Vallée / Caitlin McMullin, University of Birmingham / Florent Champy, CNRS/ José Carlos Suárez-Herrera, KEDGE Business School et Université de Montréal
<b>Séance 2E 13h 30</b>	<b>Nouvelles formes d'organisation du travail et stratégies syndicales émergentes</b> Présidence : Martine D'Amours, Université Laval. Conférenciers : Justine Ballon, Université Paris 7 / Arnaud Scaillez et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ / Lise Gervais, Relais-Femmes et Michel Lizé, UQAM / Sid Ahmed Soussi, UQAM
<b>15h</b>	PAUSE
<b>Séance 3A 15h 15</b>	<b>Trajectoires des innovations sociales : une perspective historique</b> Présidence : Martin Petitclerc, UQAM. Conférenciers : Jacques L. Boucher, UQO / Jonathan Durand Folco, Université Saint-Paul / Sylvain Celle, Université Lille 1, Clersé / Leslie Huckfield, Caledonian University et Yunus Center for Social Business and Health
<b>Séance 3B 15h 15</b>	<b>Système agro-alimentaire : de l'entrepreneuriat collectif à l'économie</b> Présidence : Marie-Claire Malo, HEC Montréal. Conférenciers : Marion Maignan, Université Paris-Est Marne-la-Vallée / Youssef Sadiq, Université Mohammed V / Marie-Paule Robichaud et Cécile Pachocinski, COCM / Martine Vézina, Jonathan Deschênes et JoAnne Labrecque, HEC Montréal; Sophie Morin et Paul Sabourin, Université de Montréal
<b>Séance 3C 15h 15</b>	<b>Transition écologique et économie sociale et solidaire</b> Présidence : Luc Audebrand, Université Laval. Conférenciers : Guy Chiasson et Marie-José Fortin, UQO et CRDT; Clara Dallaire-Fortier, Mélanie Pelletier et Caroline Dufresne, TIESS / Christopher Lecat, Université de Reims Champagne-Ardenne et Philippe Lerouillois, Université de Lorraine / André Leclerc, Omer Chouinard et Julie Guillemot, Université de Moncton / Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et Saturnin Ndotit-Manguengha, Université Omar Bongo
<b>Séance 3D 15h 15</b>	<b>Les rouages des écosystèmes d'innovation sociale</b> Présidence : Vincent van Schendel, TIESS. Conférenciers : Caroline Andion, Julia Graeff, Luciana Ronconi et Benardete Bittencourt, Universidade do Estado de Santa Catarina / Amina Yagoubi et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ / Laura Douche, Université de Bordeaux; Olivier Palluault et Christophe Lasso, Ellyx / Ikhlasse El Aissami et Amina Kchirid, Université Hassan II
<b>Séance 3E 15h 15</b>	<b>Parcours d'insertion et processus de capacitation</b> Présidence : Mustapha Bettache, Université Laval. Conférenciers : Philippe Semenowicz, Université Paris-Est / Caroline Urbain, Nathalie Schieb-Bienfait et Danielle Boudier-Pailler, Université de Nantes; André Lebot, Emmanuelle Billi, Maud Buisson et Aurélie Fruchon, Restaurant social municipal de la Ville de Nantes / Marco Alberio, UQAR
<b>16h45</b>	PAUSE
<b>Plénière 3 17h</b>	<b>Innovation sociale : transformation de l'État et économie sociale</b> Présidence : Yves Vaillancourt, UQAM. Conférenciers : Jane Jenson, Université de Montréal / Alain Lipietz, ancien directeur de recherche au CNRS et ex-député au Parlement européen
<b>18h</b>	COCKTAIL

#### Vendredi 7 avril 2017

<b>8h 30</b>	<b>Accueil et inscriptions</b>
<b>Plénière 4 9h</b>	<b>Trajectoires et effets transformationnels des innovations sociales</b> Présidence : Annie Camus, UQAM. Conférenciers : Tom Dedeurwaerdere, Université catholique de Louvain / Bernard Pecqueur, Université Grenoble Alpes
<b>Affiches 10h</b>	PAUSE SANTÉ <b>SÉANCE DE COMMUNICATIONS PAR AFFICHE</b> Adriana Lima Moraes, Santa Catarina State Secretariat; Carlos Frederico Bernardo Loureiro, Federal University of Rio de Janeiro / Nadra Nait Amar, Université Constantine 3 / Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et Marat Bakpayev, Université du Minnesota / Darío Enriquez, UQAM / Roxanne Lorrain, Université de Montréal / Olivier Palluault et Christophe Lasso, Ellyx – Générateur d'innovation sociale / Joseph El-Khoury, Université de Montréal / Wilfredo Angulo Baudin, UQAM / Leila Ghaffari, UQAM / Syrine Ben Sylmen, ÉNAP et CRISES / Marlène Juvany, Université de Sherbrooke
<b>Séance 5A 11h</b>	<b>Innovation sociale et territoire</b> Présidence : Pierre-André Tremblay, UQAC. Conférenciers : Muriel Maillefert, Université Lyon 3 et Isabelle Robert, Université Lille 2 / Sambou Ndiaye, Université Gaston Berger de Saint-Louis / Majella Simard, Université de Moncton / Fernanda Abanda, UQO
<b>Séance 5B 11h</b>	<b>Processus entrepreneurial et forme organisationnelle: entre mission et utilité sociale</b> Présidence : Valérie Michaud, UQAM. Conférenciers : Vincent Angel, Université de Bordeaux et Julie Hermans, Université Catholique de Louvain / Isabeau Four, Maricarmen Mérimo, France Lavoie et Olivier Corbin-Charland, Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, Collège de Rosemont / Maude Léonard et Pascale Lagacé-Brunet, UQAM
<b>Séance 5C 11h</b>	<b>Développement durable et transition écologique : le rôle de l'innovation sociale</b> Présidence : René Audet, UQAM. Conférenciers : Victor Bailly, IRSTEA / Julie Guillemot, Université de Moncton / Marina Soubirou, Université Grenoble Alpes / Melissa Morali, Université de Bologne
<b>Séance 5D 11h</b>	<b>Écosystèmes d'innovation sociale au service de la transformation sociale</b> Présidence : Jean-Marc Fontan, UQAM. Conférenciers : Marie J. Bouchard, Maude Léonard, Sonia Tello-Rozas, UQAM; Damien Rousselière, Agrocampus Ouest / Emmanuel Besançon, Institut Jean-Baptiste Godin; Sylvain Celle, Université Lille 1; Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin; Geneviève Fontaine, Université Paris-Est; Thibault Guiyon et Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne / Sylvain Lefèvre, UQAM et Annabelle Berthiaume, Université McGill / Fabienne Pinos, Université de Bordeaux
<b>Séance 5E 11h</b>	<b>Recherche partenariale et approches narratives</b> Présidence : Denis Bussiès, UQAM. Conférenciers : Muiy Chou, National Taiwan University; Tsung-Yi Chao, Tastubuqu tu Maduq Independent Publishing Studio / Ana Gherghel, Caroline St-Louis et Pierre Prévost, Avenir d'enfants / Jacques Caillouette, Chantal Doré et Michèle Vatz Laaroussi, Université de Sherbrooke; Liliana Kremer, Université nationale de Córdoba; Carlos Canal Yáñez, Université nationale de Colombie; Linamar Campos-Flores, Université de Montréal / Maria Nijnik, David Miller, Carla Barlagne, Richard Hewitt, The James Hutton Institute
<b>12h 30</b>	PAUSE REPAS
<b>Séance 6A 14h</b>	<b>Capacités transformatrices des innovations sociales et des communs</b> Présidence : Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke. Conférenciers : Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel et Marie-Christine Fourny, Université Grenoble Alpes / Nicolas Duracka, Université Blaise Pascal / Geneviève Fontaine, Université Paris-Est / Anahi Morales-Hudon, Simon Tremblay-Pépin, Jonathan Durand Folco et Philippe Dufort, Université Saint-Paul
<b>Séance 6B 14h</b>	<b>Mouvements sociaux et transformation sociale</b> Présidence : Sid Ahmed Soussi, UQAM. Conférenciers : Morad Diani, Arab Center for Research & Policy Studies / Agatha Gonsalves et Caroline Andion, Universidade do Estado de Santa Catarina / Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne / Caroline Patsias, UQAM
<b>Séance 6C 14h</b>	<b>Innovation sociale, développement et acteurs</b> Présidence : André Joyal, UQTR. Conférenciers : Yu-Feng Wong, National Cheng Kung University / Jean-Marc Lairaudat, Université Paris 1 / Emmanuelle Besançon, Université de Picardie / Khadija Askour, Institut supérieur international de tourisme de Tanger
<b>Séance 6D 14h</b>	<b>Conceptualisation et évaluation de l'économie sociale</b> Présidence : Martine Vézina, HEC Montréal. Conférenciers : Marie J. Bouchard, UQAM; Paulo Cruz Filho, FAE Business School de Curitiba; Tassadit Zerdani, UQAM / Nathalie Schieb-Bienfait, Caroline Urbain, Nicolas Antheaume, Université de Nantes; Catherine Vargas, Sorties Solidaires / Brahim Dinar, Université Hassan 1er Settat / Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin
<b>Séance 6E 14h</b>	<b>Art et urbanité : initiatives innovantes</b> Présidence : Bernard Pecqueur, Université Grenoble Alpes. Conférenciers : Juan-Luis Klein, UQAM; Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ; Wilfredo Angulo et Catherine Lareau, UQAM; Laurent Sauvage, TÉLUQ / Elsa Vivant et Nadia Arab, Université Paris-Est / Janis Timm-Bottos, Université Concordia; Satoshi Ikeda, Institut Karl Polanyi et Jailson Lima, Collège Vanier, Réseau des Ruches d'Art
<b>15h 30</b>	PAUSE
<b>Plénière 7 15h 45</b>	<b>Le rôle de la recherche face à la transformation sociale</b> Présidence : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais. Conférenciers : Frank Moulart, KU Leuven et Abid Mehmood, Cardiff University / Juan-Luis Klein, Marie J. Bouchard, Louise Briand, Benoît Lévesque, Catherine Trudelle, Valérie Michaud, Mathieu Philibert, Martin Petitclerc, Damien Rousselière et Alexandre Duchesne Blondin, CRISES / Yannick Lung et Luc Paboeuf, Université de Bordeaux
<b>17h 15</b>	MOT DE LA FIN